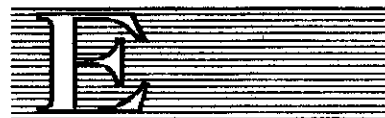




317216

F0093



Distrib. limitée
E/ECA/PSPI.9/19
5 janvier 1996

Français
Original: Anglais/Français

 **NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**Neuvième Session de la Conférence
Conjointe des Planificateurs, Statisticiens
et des Spécialistes de la Population et de l'Information**

**Addis Abeba, Ethiopie
11-16 mars 1996**

**RAPPORT DE L'INSTITUT AFRICAIN
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE
PLANIFICATION (IDEP)
1993/94 ; 1994/95**

TABLE DES MATIERES

	Page
I. RESUME DES ACTIVITES 1993/94 ET 1994/95	1
1. Activités de Formation	1
2. Recherche et Services Consultatifs	5
II. DECISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	6
III. RELATIONS AVEC LES ETATS MEMBRES ET LES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT	8
IV. PLAN STRATEGIQUE A MOYEN TERME (1996-2000)	10
1. Programme Stratégique de l'IDEP	10
2. Programmes Opérationnels	11
3. Conférence des Bailleurs de Fonds	12
V. COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	15

RESUME DES ACTIVITES 1993/94 et 1994/95

1. Au cours de la période considérée, les divers programmes de formation, de recherche et de services consultatifs ont connu un certain dynamisme avec le lancement de nouvelles activités dans certains domaines et des innovations dans d'autres. Les nouvelles activités qui ont été initiées se situent dans le cadre du Plan Stratégique à moyen-terme (1996-2000) présente lors d'une Conférence des bailleurs de fonds qui s'est tenue en décembre 1995 en vue d'obtenir le financement.

1. Activités de formation

2. Les activités de formation réalisées au cours de la période considérée sont le programme de base et trois des cours de spécialisation : Développement industriel ; Population, Ressources humaines et Développement ; Analyse des Politiques agricoles. En ce qui concerne les Ateliers de formation de courte durée sur mesure, l'IDEP a repris les contacts avec les Etats membres et les institutions collaboratrices en vue de l'organisation de ces ateliers dans le cadre du Plan à moyen terme.

Programme de base

3. Le Programme de base de l'IDEP sur l'analyse des politiques macro-économiques, la gestion et la planification est le premier des trois programmes autonomes mais réciproquement liés qui constituent le cycle de DEA de l'Institut. Il permet d'assurer une formation portant sur les instruments et les techniques nécessaires pour un examen critique des questions relatives à la gestion macro-économique, à l'ajustement structurel ainsi qu'à la croissance et au redressement des économies africaines. Les principaux thèmes sont les suivants : analyse des politiques macro-économiques et stratégies d'ajustement ; commerce international et finances et intégration économique ; développement économique et changement structurel ; planification du développement au niveau national ; analyse et gestion des projets ; techniques quantitatives de gestion économique et de planification. Les candidats qui réussissent reçoivent le diplôme post-universitaire en développement économique et planification.

4. Le cycle de 1993/94 du programme a commencé le 2 novembre 1993. Sur les 120 demandes provenant de 34 pays africains, 102 candidats ont été admis. Cependant, seuls 12 stagiaires originaires de 7 pays ont été effectivement inscrits en raison de la difficulté d'obtenir des bourses. Le programme a pris fin le 29 juin 1994 avec l'examen final où 9 stagiaires ont réussi. Huit stagiaires qui ont obtenu une note de 65% au moins ont été admis aux deux dernières composantes du cycle de DEA.

5. Pour le cycle de 1994/95, qui a débuté le 7 novembre 1994, il y avait au total 86 demandes provenant de 27 pays africains. Sur les 71 candidats admis, originaires de 25 pays, 12 provenant de 8 pays ont été inscrits. Les 12 stagiaires ont rempli toutes les conditions du programme, notamment les projets de groupe, les dissertations, les exercices en classe ainsi que l'examen final. Le programme a pris fin le 6 juillet 1995, avec un examen final où 11 stagiaires ont réussi, dont 10 ont été admis à poursuivre le cycle de DEA de l'IDEP.

6. Comme dans les années précédentes, les stagiaires ont bénéficié de plusieurs visites sur le terrain et voyages d'études. Ils se sont rendus notamment en Gambie où ils ont visité des projets de développement rural intégré et discuté avec les responsables du fonctionnement et de la gestion des micro-projets agricoles concernant le maraîchage, la riziculture irriguée, l'élevage et la pêche ; le réseau de pistes de production ; les programmes d'écoles communautaires ; les centres de soins de santé primaire. D'autres visites sur le terrain ont été effectuées au Sénégal, notamment à l'Industrie des Phosphates de Taïba, à l'Industrie Chimique de Mboro, au projet de développement du tourisme à Mbour dans le complexe de Saly Portudal, à divers projets de développement communautaire ainsi qu'aux zones de planification urbaine et départementale dans ces régions.

7. L'évaluation faite par les stagiaires à la fin de l'année a montré que le programme a répondu à leurs attentes car ils avaient amélioré leurs connaissances en sciences économiques et acquis une formation spécialisée en analyse des politiques macro-économiques, gestion et planification. Dans l'ensemble, ils étaient satisfaits de la conception et du contenu du programme et des compétences techniques acquises. En ce qui concerne la durée du programme, la plupart des stagiaires ont estimé qu'elle était adéquate.

Cours de Spécialisation de courte durée

8. Les cours de spécialisation de courte durée (3 mois) offerts par l'Institut sont destinés aux cadres chargés des programmes et projets de développement, pour leur permettre d'améliorer leur compétence en ce qui concerne l'analyse des politiques ainsi que la gestion et la planification des programmes et projets. Les méthodes pédagogiques utilisées privilégient les applications pratiques grâce aux études de cas, aux projets de groupes, aux ateliers, aux exercices de simulation sur ordinateur, aux visites sur le terrain et aux enquêtes. Au cours de la période considérée, les programmes sur l'industrie, la population et les ressources humaines et l'agriculture ont été offerts.

A. Développement Industriel en Afrique

9. Ce cours porte sur la performance du secteur industriel dans les pays africains avec pour objectif de déterminer les mesures et politiques appropriées qui permettraient de réhabiliter, de restructurer et de redynamiser le secteur. Les participants sont formés de manière à pouvoir évaluer les stratégies, programmes et projets de développement industriel leur permettant de formuler et mettre en oeuvre des politiques appropriées pour rendre le secteur plus productif. Les modules du cours sont notamment les suivants : performance du secteur industriel aux niveaux régional, sous-régional et national (DDIA I et II) ; analyse des politiques industriels et instruments de prise de décision ; analyse et gestion des projets industriels ; gestion des politiques industrielles y compris les incitations industrielles, le développement des petites et moyennes entreprises, la performance et la gestion des entreprises publiques ainsi que la réhabilitation et le développement du secteur industriel.

10. La session de 1993/94 a démarré le 2 novembre 1993 et pris fin le 4 février 1994. Sur 40 demandes provenant de 20 pays, 36 candidats ont été admis ; cependant, 15 stagiaires provenant de 9 pays ont été effectivement inscrits. Tous les stagiaires ont rempli les conditions requises, y compris les exercices en classe, les projets de groupe ainsi que l'élaboration et la présentation des rapports. A l'examen final tous les candidats ont réussi; 11 d'entre eux ont rempli la condition requise pour l'inscription au programme de recherche en vue de l'obtention du DEA.

11. La session de 1994/95 a démarré le 7 novembre 1994 et pris fin le 6 février 1995. Tous les 21 candidats provenant de 13 pays ont été admis et 12 participants originaires de 7 pays ont été effectivement inscrits. Dans l'examen final tous les participants ont réussi, et 10 candidats ont rempli les conditions requises pour l'inscription au programme de DEA.

12. Dans le cadre des activités organisées à l'occasion de ce cours, les participants effectuent chaque année une visite au domaine industriel de Dakar. Ils ont bénéficié d'une visite guidée de diverses entreprises et d'une séance d'informations sur le développement de la petite industrie au Sénégal, les diverses incitations industrielles et leur impact ainsi que la répartition spatiale des industries à Dakar et dans l'ensemble du Sénégal.

B. Population, Ressources Humaines et Développement en Afrique (PRHDA)

13. La sixième session du cours de spécialisation PRHDA a été offert entre avril et juin 1994. Il était réservé aux participants anglophones conformément aux directives du FNUAP, le bailleur de fonds du programme. Il y avait 18 stagiaires inscrits, dont 10 hommes et 8 femmes, originaires de 10 pays africains. Parmi les principales activités, on peut citer les ateliers sur la pratique de l'informatique au cours desquels le personnel chargé du projet a initié les stagiaires à l'utilisation des logiciels de base tels que WordPerfect et Winword

pour le traitement de texte, Mystart pour les calculs statistiques et le logiciel TM2 pour les projections démographiques et sectorielles.

14. La septième session du cours PRHDA a été offert aux participants francophones entre avril et juin 1995. Il y avait 26 stagiaires (14 hommes et 12 femmes) originaires de 15 pays, sur 89 demandes provenant de 22 pays. Dans le processus de sélection, on a accordé une attention particulière aux qualifications académiques, à l'expérience professionnelle, au genre et aux organismes de l'Etat qui ont proposé les candidats. En plus des bourses du FNUAP dont ont bénéficié la plupart des stagiaires, des bourses ont été octroyées par le B.I.T., d'autres organisations et les programmes par pays.

15. Les modules du cours sont notamment les suivants : interaction entre population et développement ; marché du travail et processus d'accès au travail ; main d'oeuvre/planification de l'emploi ; secteur informel et acquisition des compétences ; besoins essentiels ; accumulation du capital humain ; femmes, travail et développement ; travail des enfants et des jeunes ; politiques et programmes.

16. Plusieurs personnes ressources provenant des organismes des Nations Unies notamment les Equipes d'appui technique du FNUAP ont donné des cours sur divers sujets spécialisés. Pour permettre aux stagiaires de partager les expériences, des ateliers ont été organisés pour débattre des questions et élaborer des rapports. Enfin, comme dans les années précédentes, les participants ont élaboré des rapports de recherche individuels sur des sujets de leur choix qui intéressent leur pays ; les résultats ont été présentés à un jury composé d'experts et du personnel du projet.

C. Analyse des Politiques Agricoles en Afrique

17. La première session du cours de spécialisation sur l'analyse des politiques agricoles s'est déroulée du 2 mai au 28 juillet 1995. Conformément aux conditions requises par le bailleur de fonds, le gouvernement des Pays-Bas, cette session était réservée aux participants anglophones alors que la prochaine session sera destinée aux participants francophones.

18. Il y avait au total 51 candidats (42 hommes et 9 femme)s originaires de 18 pays de toutes les sous-régions. Sur ce chiffre 25 ont été inscrits, dont 2 de l'Afrique du Nord (Egypte, Soudan), 3 de l'Afrique de l'Est (Erythrée, Ethiopie, Kenya), 4 de l'Afrique de l'Ouest (Gambie, Ghana, Libéria, Nigéria) et 8 de l'Afrique Australe (Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe).

19. Les modules du cours comprenaient notamment les thèmes suivants : problèmes et questions concernant la conception, l'analyse et la gestion du développement agricole en

Afrique ; méthodes et outils pour une bonne analyse des politiques de transformation et de développement de l'agriculture ; gestion efficace et évaluation des programmes et politiques de développement agricole. Il y a eu des interactions très stimulantes et fructueuses entre les participants en ce qui concerne les problèmes pratiques qu'ils ont rencontrés dans le cadre de leur travail. Pour terminer, ils ont élaboré des rapports individuels sur divers thèmes liés à l'analyse des politiques agricoles et les ont soutenus devant un jury composé de personnes ressources et de personnel du projet.

20. Dans le cadre des activités du programme, une évaluation des besoins en formation a été entreprise entre avril et juin 1995 dans un groupe de 17 pays africains pour déterminer les contributions que l'Institut devrait apporter au renforcement de la capacité en matière d'analyse des politiques agricoles, de gestion et de planification sectorielles. L'échantillon était tiré de toutes les sous-régions, dont trois pays pour la sous-région du Nord, huit pour les sous-régions occidentale et centrale et 6 pour les sous-régions orientale et australes. Les résultats de l'évaluation ont validé la structure et le contenu du programme d'étude conçu pour le cours de spécialisation ; les conclusions ont par ailleurs confirmé qu'il existe une demande d'ateliers sur mesure de courte durée (2 à 4 semaines) basés sur des modules spécifiques du programme d'étude.

Programme de formation par la recherche

21. Il s'agit de la troisième et dernière composante du cycle de DEA. Dans le cadre de ce programme, les candidats qualifiés travaillent sur le mémoire de DEA sous la direction et la supervision du personnel enseignant.

22. Le programme de 1993/94 a démarré à la mi-février 1994 et a pris fin officiellement le 31 juillet 1994. Sur 11 candidats inscrits au programme, 3 ont soutenu avec succès leur mémoire et ont obtenu le DEA en développement économique et planification.

23. Au cours de la session de 1993/94, qui a été organisée entre la mi-février et la fin de juillet 1995, deux autres candidats inscrits au programme de l'année précédente ont terminé avec succès leur mémoire et obtenu le DEA. En outre, 3 des 5 candidats inscrits au programme de 1994/95 ont soutenu avec succès leur mémoire en vue de l'obtention du DEA en développement économique et planification.

2. Recherche et Services Consultatifs

24. Au cours de la période 1993/94, l'Institut a mené à bien quatre grandes études de recherche/consultation.

- Le projet d'étude sur la rationalisation des organisations intergouvernementales en Afrique de l'Ouest, étude commandée par le Secrétariat de la CEDEAO.
- Une étude sur l'amélioration du statut de la femme dans le secteur agricole et l'économie rurale commandée par l'Ambassade des Pays-Bas à Dakar (Sénégal).
- Une étude sur la réforme de la fonction publique et le développement des ressources humaines en Afrique, commandée par les services d'appui au développement et de gestion, Nations Unies, New York.
- Une étude sur la planification du secteur forestier au Sénégal, commandée par la FAO, Rome.

25. Au cours de la période 1994/95, le financement a été obtenu pour deux autres études de recherche qui sont toujours en cours de réalisation. La première, sur le renforcement de la capacité de la femme en matière de gestion du développement est financé par le programme PNUD/GID. L'autre projet, qui est financé par la Fondation Friedrich Ebert porte sur les approches de l'intégration en Afrique de l'Ouest : la CEDEAO et l'UEMOA. Le résultat préliminaire du deuxième projet a été présenté à un séminaire spécial qui a vu l'invitation et la participation active des représentants locaux des institutions du système des Nations Unies, des Ministères, de l'Université, des centres de recherche et de la presse.

II. DECISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

26. Le Conseil d'Administration de l'IDEP a exprimé sans équivoque son soutien à l'expansion du volume d'activités offert par l'Institut, de l'aire géographique couverte et de la nécessité d'établir un réseau afin de multiplier ses contacts aux niveaux national, sous-régional et régional. Cependant, il a été reconnu que malgré tout cela, la capacité de l'Institut à entreprendre ces activités n'a pas augmenté dans les mêmes proportions. L'expansion souhaitée ne peut être réalisée que s'il y a une injection diverses ressources financières, humaines et matérielles. C'est la condition requise pour pouvoir répondre aux attentes des Etats membres, mettre en oeuvre les activités techniques proposées par le Conseil et réaliser la vision d'une institution capable de répondre pleinement aux besoins des pays africains en matière de développement.

27. La 37ème réunion du Conseil d'Administration s'est tenue au siège de l'Institut à Dakar (Sénégal) le 11 février 1995. Elle a adopté le rapport de gestion (1993/94); le projet de programme de travail (1994/95) ; le rapport relatif aux questions financières y compris l'audit et le budget (1994) ainsi que les conclusions du comité chargé de la mobilisation des ressources financières.

28. En étudiant les questions soulevées par la réunion précédente, le Conseil a examiné le projet d'accord de siège et a pris note des nouvelles dispositions suivantes : article IV relatif aux locaux de l'Institut ; article VIII concernant les exonérations fiscales ; article XII relatif aux privilèges et immunités des membres du conseil d'administration, du personnel et des experts de l'Institut ; et article XIV portant sur les droits d'accès, de transit et de résidence de toutes les personnes liées à l'Institut y compris les stagiaires. Un accord annexe prévoit la cession des locaux de l'IDEP par le Gouvernement du Sénégal aux Nations Unies. Il a été noté qu'après l'examen du projet d'accord par le Gouvernement, la Direction communiquera les observations et commentaires éventuels au bureau des Nations Unies chargé des questions juridiques qui entamerait des négociations avec le Gouvernement avant de finaliser l'accord pour approbation et signature.

29. Par ailleurs, le Conseil a étudié la question concernant la situation juridique des agents des services généraux de l'IDEP à la lumière de la décision prise par la 32ème réunion du Conseil d'Administration à Tripoli (mai 1992) d'adopter un nouveau barème des traitements pour les agents des services généraux, ce qui implique que les personnes concernées cesseraient d'être fonctionnaires des Nations Unies. Le Conseil a décidé de révoquer la décision de Tripoli. Ainsi les agents des services généraux restent fonctionnaires à part entière des Nations Unies, régis par le règlement et le statut du personnel des Nations Unies avec le barème des traitements correspondant des Nations Unies.

30. Cependant, le Conseil a décidé que dans le cadre d'une révision éventuelle des statuts de l'IDEP à l'avenir, des dispositions pourraient être prises afin que les nouveaux agents soient régis par des nouvelles conditions différentes de celles applicables aux agents des services généraux actuels et plus compatibles avec le souci des Etats membres en ce qui concerne le niveau élevé des salaires que les contributions ne peuvent pas supporter.

31. Le problème lié à la situation financière de l'IDEP a été souligné lors de la 36ème réunion du Conseil d'Administration en novembre 1993, ce qui s'est traduit par la création d'un comité spécial chargé de la mobilisation des ressources. Le comité était chargé notamment d'élaborer des propositions concrètes sur les modalités permettant d'obtenir des ressources adéquates pour assurer le fonctionnement de l'Institut et planifier de manière efficace l'évolution future.

32. La 37ème réunion du Conseil a examiné le rapport du comité et entériné les recommandations suivantes :

- (a) établir des contacts au plus haut niveau avec les autorités des Etats membres par des résolutions et recommandations à la Conférence des Ministres de la CEA afin de les sensibiliser sur la situation financière de l'IDEP;
- (b) impliquer les MULPOC et les autres institutions dans la mobilisation des contributions des Etats membres et le suivi afin d'assurer leur paiement effectif ;
- (c) organiser des ateliers de formation de courte durée sur mesure au bénéfice des Etats membres par la mise en réseau avec les institutions de formation au niveau national;
- (d) réviser les statuts de l'IDEP pour permettre l'admission aux programmes de formation des candidats provenant des secteurs aussi bien publics que privés, notamment les ONG, les OIG et les organisations sous-régionales ;
- (e) assurer la participation des personnes ressources de la CEA aux activités de formation, de recherche et de consultation de l'IDEP avec la possibilité de détachement de ces personnes ressources pour des périodes de courte ou de longue durée.
- (f) entamer des négociations avec l'Assemblée Générale des Nations Unies en vue d'une utilisation plus souple du don accordé afin qu'une partie du montant puisse être utilisée pour le financement d'autres postes professionnels et de consultants ;
- (g) négocier avec le PNUD pour que certaines composantes de ses projets CIP concernant la formation soient confiées à l'IDEP. De même, négocier avec le PNUD et la Banque Mondiale sur la possibilité de sous-traiter à l'IDEP des aspects du programme ACBF relatifs à la formation en analyse des politiques et gestion macro-économique.

33. Sur la base de ses recommandations, l'accent a été mis au cours de la période considérée sur des initiatives visant à atteindre une vaste gamme de partenaires potentiels. Ces efforts ont commencé à porter des fruits et il est prévu de prendre des initiatives encore plus hardies dans ce sens à l'avenir, car c'est l'un des principaux moyens d'accélérer le processus de développement institutionnel.

III. RELATIONS AVEC LES ETATS MEMBRES ET LES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT.

34. Au cours de la période considérée, la Direction a profité des missions effectuées dans divers pays membres dans le cadre de l'exécution des projets de recherche/consultation et des ateliers de formation pour promouvoir les relations cordiales avec les Etats membres. Les missions ont permis de discuter directement du paiement des contributions et des besoins spécifiques des pays en matière de formation et de recherche, de rencontrer les anciens stagiaires de l'IDEP et d'explorer la possibilité de mise en réseau avec les institutions nationales.
35. La Direction de l'Institut tient à exprimer sa reconnaissance aux Etats membres qui ont pris des dispositions pour payer leur contribution et les arriérés. Il y a eu d'autres contributions sous forme de soutien à l'Institut lors des travaux de la Conférence des Ministres de la CEA, de la 5ème Commission de l'Assemblée Générale des Nations Unies et de l'ECOSOC.
36. Suite aux décisions et aux recommandations des 36ème et 37ème réunions du Conseil d'Administration, la collaboration entre l'IDEP et la CEA dans les activités de formation, de recherche et de consultation de l'Institut a non seulement été maintenue mais elle a été considérablement renforcée. En particulier, l'Institut a bénéficié d'un grand apport de la CEA dont les conseillers régionaux principaux ont renforcé les ressources disponibles pour la mise en oeuvre de diverses activités prévues dans le programme de travail. Ils ont enseigné plusieurs modules dans le cadre du programme de base de l'IDEP et aidé à la reformulation des propositions en vue de la Conférence des bailleurs de fonds de l'IDEP, en ce qui concerne la nouvelle structure et le contenu des cours sur l'agriculture, l'énergie/environnement, l'industrie, le développement des ressources humaines, le genre ainsi que la coopération et l'intégration économique.
37. Le soutien de la CEA pour le financement de trois postes professionnels d'interprète/traducteur et de chef bibliothécaire et pour le parrainage des propositions visant à renforcer la base de ressources de l'Institut permettrait d'accroître la capacité de l'Institut à fournir davantage de services aux Etats membres. Par ailleurs, il existe toujours un besoin urgent d'assistance technique pour améliorer la capacité administrative et de gestion financière de l'IDEP afin de permettre à l'Institut d'assumer une plus grande responsabilité dans la réalisation et l'exécution des projets financés par les bailleurs de fonds.
38. Au cours de la période considérée, le projet d'assistance préparatoire (RAF/92/011) financé par le PNUD est entré dans sa phase finale aboutissant à la Conférence des bailleurs de fonds qui s'est tenue à Dakar les 4 et 5 décembre 1995. Les précisions concernant la réalisation du projet et l'organisation de la Conférence figurent au prochain chapitre.

39. Même si le projet RAF/92/011 constitue une vitrine en ce qui concerne la collaboration future entre l'IDEP et ses partenaires au développement, le PNUD jouant plutôt le rôle de catalyseur, l'IDEP continue de bénéficier d'autres projets financés directement par le PNUD.

40. Le Programme PNUD/GID a déjà approuvé et est en train de financer les deux projets suivants : (1) un projet de recherche concernant "le renforcement de la capacité de la femme en matière de gestion du développement en Afrique" et (2) un projet relatif à "l'incorporation du genre dans les programmes de formation de l'IDEP". Ce dernier est un élément d'un projet de grande envergure du PNUD/Bureau Régional pour l'Afrique (RAF/93/016) portant sur le renforcement de la capacité en matière d'approche du genre dans le développement en Afrique où le CODESRIA est chargé de la recherche sur les questions liées au genre, l'IPD est responsable des aspects concernant le développement participatif en matière de genre et l'OUA se chargera de l'appui politique.

41. Un autre exemple concret est la collaboration entre l'IDEP et le projet futurs africains (NLTPS) financé par le PNUD (RAF/91/006) où le personnel du projet NLTPS enseigne un module d'une semaine portant sur "les études de perspectives nationales à long terme" dans le cadre de la composante du programme de base de l'IDEP relative à la planification du développement. Cet effort de coopération se renouvelle chaque année. Les autres aspects concernent la participation aux réunions d'experts et aux séminaires de haut niveau organisés par l'une ou l'autre.

42. Entre 1994 et 1995, l'IDEP a collaboré au programme TRAINFORTRADE de la CNUCED pour l'organisation d'une série de quatre ateliers de formation de haut niveau d'une semaine, à l'intention des 14 membres africains de la zone franc, portant sur le thème "stratégies d'ajustement face à la dévaluation du franc CFA" à Dakar, Bamako, Ouagadougou et Yaoundé.

43. L'Institut a signé un Mémoire d'accord avec l'UNESCO pour la mise en place à l'IDEP d'un projet pilote de deux ans en vue de l'établissement d'un collège itinérant consacré aux dimensions culturelles du développement en Afrique. Les autres institutions du réseau sont notamment le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), l'Environnement et le Développement dans le Tiers-Monde (ENDA), l'Institut Panafricain pour le Développement (IPD), l'Association Panafricaine des Anthropologues (APA) et l'Association des Universités Africaines (AUA). Les activités prévues comprennent l'évaluation des besoins en formation, les séminaires et ateliers de sensibilisation ainsi que les campagnes d'information et d'éducation.

44. L'Institut a collaboré avec le Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique en organisant une réunion d'experts à l'IDEP en février 1995 sur le thème: "commerce frontalier et sécurité alimentaire en Afrique". Cette réunion a abouti à la publication d'un document sur le sujet.

45. Des dispositions ont été prises pour la tenue d'un Atelier de deux semaines financé par le PNUE et portant sur le thème : "la Désertification et la gestion des terres arides en Afrique". Il a été organisé avec succès en arabe conjointement par l'IDEP et l'Institut de Planification Nationale (INP) au Caire (Egypte) en novembre 1995. D'autres ateliers sont envisagés à l'avenir, en fonction du rapport et des conclusions de cet atelier.

46. Les relations avec les autres institutions et organisations du système des Nations Unies telles que l'ACBF, le PNUE, l'UNEDIL, la FAO, le BIT et la Banque Mondiale se sont considérablement améliorées au cours de la période considérée, avec leur participation à la Conférence des bailleurs de fonds et les contributions qu'ils souhaitent apporter pour soutenir les propositions soumises à la Conférence. Ces actions devront être consolidées lors des contacts de suivi qui auront lieu en 1996.

47. Au cours de ces dernières années, l'IDEP a établi des relations très cordiales avec un certain nombre de partenaires au développement, aux niveaux national, bilatéral et multilatéral, avec des effets bénéfiques pour l'Institut. Pendant la période considérée des efforts ont été déployés pour consolider ces relations, parmi lesquelles on peut citer les relations cordiales entretenues entre l'IDEP et le Gouvernement des Pays-Bas qui assure actuellement le financement intégral du Programme de spécialisation sur l'analyse des politiques agricoles en Afrique. Il y a également le soutien de la Fondation Friedrich Ebert qui finance des projets de recherche conçus par l'Institut.

IV. PLAN STRATEGIQUE A MOYEN TERME (1996-2000)

48. Dans le cadre du projet d'assistance préparatoire du PNUD (RAF/92/011), un processus de planification stratégique a été mis en place au cours des 2 ou 3 dernières années, avec la participation du personnel de l'Institut, de consultants extérieurs et de conseillers régionaux principaux de la CEA, entre autres. Il s'agissait notamment de séances d'auto-évaluation et de réflexion, de la collecte et de l'analyse des données à l'aide de questionnaires distribués dans 40 pays africains, et d'une étude de marché entreprise dans un échantillon de 12 pays africains.

1. Programme Stratégique de l'IDEP

49. Le processus de planification stratégique a permis à la Direction d'identifier les forces, faiblesses, opportunités et menaces qui constituent le cadre permettant de déterminer les orientations futures. Les résultats du processus ont confirmé que l'Institut continue à jouer un rôle positif pour le renforcement de la capacité au bénéfice des pays africains dans le domaine de l'analyse des politiques économiques, de la gestion et de la planification à travers la formation, la recherche, les services

consultatifs et la documentation.

50. Le processus a permis de définir une vision pour l'Institut : devenir un centre d'excellence reconnu et être aussi autonome que possible d'ici à la fin du siècle. Pour réaliser cette vision et accomplir son mandat, l'Institut a formulé un plan à moyen terme avec les objectifs suivants :

- Assurer aux cadres des secteurs public et privé des pays africains une formation dans les domaines prioritaires de la gestion du développement;
- Organiser des ateliers spécifiques de courte durée dans le domaine de la gestion économique, y compris des activités de formation sur mesure à l'intention des cadres des secteurs public et privé des pays africains pour leur permettre de s'occuper des problèmes économiques auxquels le continent est confronté ;
- Organiser à l'intention des spécialistes des pays africains des cours de spécialisation sectorielle sur certains secteurs prioritaires de l'économie africaine
- Offrir un programme pratique de longue durée aboutissant à un diplôme, de caractère distinctivement africain qui aura la structure d'un cours post-universitaire sur l'analyse des politiques, la gestion et la planification en rapport avec l'environnement économique, social et politique de l'Afrique;
- entreprendre des activités de recherche en tenant compte du caractère panafricain de l'Institut, de manière à contribuer au développement socio-économique des pays africains et à l'intégration de leurs économies ;
- Fournir des services consultatifs aux gouvernements et institutions africains, chercher par ailleurs à identifier et à utiliser la capacité existant dans le continent et à l'extérieur en matière de consultation dans le domaine de la gestion économique, grâce à un réseau d'experts et d'organisations professionnelles.

2. Programmes Opérationnels

51. Pour réaliser les objectifs sus-mentionnés, un ensemble de programmes opérationnels a été conçu. L'un des objectifs fondamentaux des programmes opérationnels est de contribuer à l'exécution des initiatives régionales lancées par les gouvernements africains et les autres parties intéressées (Plan d'Action de Lagos, Traité d'Abuja, UN-NADAF, Agenda 21 de la CNUED, etc.).

Programme 1 : FORMATION

Sous-Programme 1.1 : Ateliers de formation de courte durée en gestion économique

- Analyse des politiques et gestion stratégique
- Gestion de la dette et des devises
- Analyse et gestion des projets
- Marché des capitaux et développement du secteur privé
- Réforme économique : conception, analyse et gestion
- Coopération et intégration économiques

Sous-Programme 1.2 : Cours de spécialisation sectorielle

- Analyse des politiques agricoles
- Développement industriel
- Energie, environnement et développement
- Développement des ressources humaines
- Approche du genre dans le développement

Sous-Programme 1.3 : Formation de longue durée

- Programme de base
- Programme de formation par la recherche

Programme 2 : RECHERCHE

Sous-Programme 2.1 : Facteurs de croissance ou de déclin des économies africaines

Sous Programme 2.2 : Coopération et intégration économiques

Programme 3 : SERVICES CONSULTATIFS

Sous-Programme 3.1 : Programme élargi de services consultatifs

Sous-Programme 3.2 : Networking

3. La Conférence des bailleurs de fonds

52. On se rappellera qu'en novembre 1990 le PNUD avait commandé une "évaluation finale" approfondie de son soutien à l'IDEP. Sur la base des conclusions et recommandations de cette évaluation, il a été décidé que le financement sera désormais orienté vers les projets opérationnels, notamment dans le domaine de la formation de courte durée, de la recherche, des services consultatifs et du networking.

53. Par la suite, le PNUD a approuvé un projet d'assistance préparatoire (RAF/92/011) pour le renforcement de la capacité de l'Institut en ce qui concerne la conception, la commercialisation et l'exécution des projets opérationnels envisagés. La réalisation du projet d'assistance préparatoire a démarré en octobre 1992.

54. La première phase du projet d'assistance préparatoire a porté sur des études de faisabilité concernant la capacité de l'Institut à entreprendre les activités prévues dans son mandat dans les domaines de la formation de longue et de courte durée, de la recherche et des services consultatifs ainsi que sur la capacité en matière de networking et un audit de management. Pour la réalisation du projet, une équipe de quatre consultants a été recrutée pour préparer les études sur chacun des volets du projet. Les études ont été examinées lors d'un atelier régional regroupant des experts et les membres du Conseil consultatif des études et de la recherche (CCER) de l'IDEP, du 4 au 6 avril 1993.

55. Les commentaires de l'atelier régional ont été incorporés dans les versions révisées des études qui ont été examinées et adoptées lors de la revue tripartite du 13 juillet 1993. Par ailleurs, la réunion s'est intéressée au suivi de la Phase 1 et a fait des recommandations adressées à chacun des partenaires, le PNUD et la CEA, en ce qui concerne la contribution qu'ils devront apporter.

56. Dans le cas du PNUD, la revue tripartite lui a recommandé de permettre l'utilisation du reliquat des fonds pour consolider tous les résultats du projet, c'est-à-dire mettre au point un programme global en vue d'un plan intégré à moyen terme, élaborer des propositions de projet à l'intention des donateurs et prendre les dispositions finales en vue de l'organisation d'une Conférence des bailleurs de fonds. Par ailleurs, il a été demandé au PNUD de jouer un rôle prépondérant dans les efforts pour soutenir et financer les projets opérationnels à soumettre aux bailleurs de fonds pour étude, et d'accorder la priorité à l'IDEP dans la sélection des institutions africaines chargées d'assurer, sur la base de la sous-traitance, l'exécution des programmes dans le cadre des CIP nationaux.

57. Les recommandations adressées à la CEA consistent notamment à aider l'IDEP dans les négociations avec le PNUD et les autres organismes donateurs en vue d'obtenir le financement des projets opérationnels. Par ailleurs, il a été demandé à la CEA de fournir l'assistance technique nécessaire pour améliorer la capacité de l'IDEP en matière d'administration et de gestion financière afin de permettre à l'Institut

d'exécuter les projets futurs de manière efficace.

58. La seconde et dernière phase du projet d'assistance préparatoire a commencé plus tard que prévu, en juin 1994, à cause de difficultés administratives. Les activités programmées ont été finalement achevées en vue de l'organisation de la toute première Conférence des bailleurs de fonds de l'IDEP qui s'est tenue à Dakar les 4 et 5 décembre 1995.

59. La Conférence a été placée sous le haut patronage de son Excellence Monsieur Abdou DIOUF, Président de la République du Sénégal. La cérémonie d'ouverture a été présidée par son Excellence Monsieur Habib THIAM, Premier Ministre du Sénégal. Le discours d'ouverture a été prononcé par Monsieur K. Y. AMOAKO, Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies, Secrétaire Exécutif de la CEA et Président du Conseil d'Administration de l'IDEP. Un message de soutien de son Excellence Monsieur Salim Ahmed SALIM, Secrétaire Général de l'OUA a été lu à la cérémonie. Etaient également présents des membres du Gouvernement, les membres du corps diplomatique, les chefs des institutions spécialisées régionales et sous-régionales, les chefs des bureaux régionaux et nationaux des organisations partenaires du Système des Nations Unies ainsi que des membres du Conseil d'Administration de l'IDEP. Environ 25 donateurs et partenaires étaient représentés.

60. Parmi les principaux points soulevés dans les discours prononcés à la cérémonie d'ouverture on peut citer les suivants :

- cette Conférence est très importante, car elle est la première du genre pour l'IDEP et pour toutes les autres institutions sous-régionales ou régionales en Afrique appartenant au système de la CEA ;
- la contribution de l'Institut au développement de l'Afrique doit être reconnue ;
- le processus de planification stratégique adopté est un cadre utile pour la conception de nouveaux programmes en vue du renforcement de la capacité de l'Institut en matière de formation, de recherche et de services consultatifs au bénéfice des pays africains ;
- l'IDEP appartient aux Etats membres, donc les programmes sont la propriété des pays africains ;
- il ne s'agit pas d'une conférence d'annonce de contributions ; elle vise plutôt à établir un partenariat avec les bailleurs de fonds dans la réalisation des nouveaux programmes, sur la base d'une meilleure compréhension de la vision, de la mission énoncée et des activités opérationnelles de l'Institut ;

- par conséquent, il faut un soutien ferme de la part des donateurs qui devront fournir les ressources nécessaires pour assurer la bonne exécution des programmes au bénéfice des pays africains.

61. La Conférence visait trois objectifs :

- présenter aux donateurs et aux partenaires de l'IDEP le processus de planification stratégique qui a abouti à la réorientation de ses activités et à la redynamisation de l'Institut;
- discuter du contenu et de l'orientation des programmes avec les donateurs et les partenaires de l'IDEP ;
- demander aux donateurs et aux partenaires de l'IDEP d'indiquer le type de soutien qu'ils pourraient apporter à l'Institut en vue de la réalisation des activités programmées et, de manière plus générale, identifier des domaines concrets de collaboration.

62. Les travaux comprenaient notamment une présentation sommaire des programmes opérationnels et des incidences financières du Plan à moyen terme, suivie des commentaires et observations.

63. Après une discussion approfondie des diverses propositions, les donateurs et les partenaires se sont penchés sur la forme de partenariat ou de collaboration avec l'Institut dans la réalisation des nouveaux programmes. Alors que certains ont manifesté le désir de fournir un soutien budgétaire et financier pour des propositions précises, d'autres, et notamment les organismes du système des Nations Unies, se sont engagés à apporter des contributions en nature, à savoir une assistance technique sous forme de personnes ressources pour des missions précises, de matériel de formation, d'équipement informatique et de mise en réseau de l'IDEP avec les autres institutions et organismes partenaires.

64. En plus de ces engagements précis, certains donateurs ont exprimé le désir d'aider l'Institut à développer une stratégie de communications et à mettre en place un fonds de réserve ou de dotation. La stratégie de communication a pour objectif de promouvoir un marketing efficace de l'Institut, de ses réalisations et de ses programmes d'activités. Le fonds de dotation devra assurer la viabilité financière de l'Institut et ainsi garantir un développement durable à moyen et à long terme. D'autres donateurs ont proposé de travailler en collaboration avec l'IDEP pour mettre au point les mécanismes en vue de la création de systèmes internes efficaces pour gérer l'expansion attendue au niveau des activités.

65. Un certain nombre de donateurs et partenaires intéressés n'ont pas pu participer à la Conférence pour des raisons telles que des engagements antérieurs concernant à d'autres activités ou la participation à d'autres réunions prévues depuis longtemps.

Grâce à des contacts directs avec la Direction de l'IDEP, ces donateurs ont également exprimé le désir, soit de financer intégralement ou co-financer certains éléments des programmes, soit d'apporter une contribution en nature.

66. Il faut souligner par ailleurs le soutien attendu de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) dans la réalisation aussi bien des activités de formation que des programmes de recherche et de services consultatifs prévus dans le cadre du Plan à moyen terme. De même, l'on envisage une étroite collaboration avec le PNUD et toutes les autres institutions du système des Nations Unies.

V. COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

67. Aux termes de l'Article IV, paragraphe 1 (C) des Statuts de l'IDEP, 12 des 13 Etats membres représentés au Conseil d'Administration sont nommés par le Conseil des Ministres de la Commission Economique pour l'Afrique sur la recommandation de la Conférence des planificateurs africains. Ils sont nommés pour une période de 4 ans et peuvent être reconduits. La représentation est basée sur la répartition géographique suivante : 3 pays de chacune des quatre sous-régions.

68. La composition du Conseil d'Administration par pays en janvier 1996 figure au tableau 1, tout comme la liste des membres qui devront se retirer à la fin de l'année. Le tableau 2 présente la liste des membres du Conseil d'Administration de 1980 à 1994 et le Tableau 3 donne la ventilation par sous-régions

69. La conférence des planificateurs devra faire des recommandations sur la nouvelle composition du Conseil d'Administration de l'IDEP, recommandations qui seront ensuite soumises à la conférence des Ministres chargés du développement économique et de la planification pour approbation.

Tableau I**Composition du Conseil d'Administration****(ETATS MEMBRES)****1996**

	<u>Membres actuels</u>	<u>Membres sortants</u>
AFRIQUE DU NORD	Libye Soudan Tunisie	Soudan Tunisie
AFRIQUE DE L'OUEST	Guinée Nigéria Togo	Guinée Nigéria Togo
AFRIQUE CENTRALE	Burundi Cameroun Congo	Burundi Cameroun Congo
AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE	Ethiopie Namibie Swaziland	Namibie
PAYS HÔTE : SÉNÉGAL		

Tableau II
Membres du Conseil d'Administration
(1980 - 1994)

<u>1980</u>	<u>1982</u>	<u>1984</u>	<u>1986</u>
Algérie	Algérie	Egypte	Algérie
Egypte	Egypte	Maroc	Maroc
Maroc	Maroc	Tunisie	Tunisie
Bénin	Bénin	Ghana	Ghana
Burkina Faso	Mauritanie	Mali	Mali
Nigéria	Nigéria	Nigéria	Nigéria
Cameroun	Cameroun	Burundi	Burundi
Congo	Congo	Gabon	Gabon
Gabon	Zaïre	Zaïre	Congo
Swaziland	Ethiopie	Kenya	Kenya
Ouganda	Zambie	Ethiopie	Ethiopie
Zambie	Zimbabwe	Zimbabwe	Zambie
<u>1988</u>	<u>1990</u>	<u>1992</u>	<u>1994</u>
Algérie	Egypte	Libye	*Libye
Egypte	Libye	Soudan	Soudan
Maroc	Maroc	Tunisie	Tunisie
Cameroun	Cameroun	Burundi	Burundi
Congo	Congo	*Cameroun	Cameroun
Rwanda	Rwanda	*Congo	Congo
Burkina Faso	Burkina Faso	*Guinée	Guinée
Guinée	Guinée	*Nigéria	Nigéria
Nigéria	Nigéria	Togo	Togo
Ethiopie	Kenya	Lesotho	Ethiopie
Kenya	Lesotho	Namibie	Namibie
Zambie	Ouganda	Ouganda	Swaziland

* Réélu

Tableau III

Ventilation par sous-régions

<u>Afrique du Nord</u>	<u>Afrique Centrale</u>	<u>Afrique de l'Ouest</u>	<u>Afrique de l'Est/Australe</u>
(6)	(10)	(16)	(21)
Algérie	Burundi	Bénin	Afrique du Sud
Egypte	Cameroun	Burkina Faso	Angola
Libye	République Centrafricaine	Cap Vert	Botswana
Maroc	Tchad	Cote d'Ivoire	Comores
Soudan	Congo	Gambie	Djibouti
Tunisie	Guinée Equatoriale	Ghana	Erythrée
	Gabon	Guinée	Ethiopie
	Rwanda	Guinée-Bissau	Kenya
	Sao Tome et Principe	Liberia	Lesotho
	Zaïre	Mali	Madagascar
		Mauritanie	Malawi
		Niger	Maurice
		Nigéria	Mozambique
		Sénégal	Namibie
		Sierra Léone	Ouganda
		Togo	Seychelles
			Somalie
			Swaziland
			Tanzanie
			Zambie
			Zimbabwe